

DG/96/34
Original anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Allocution
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion
du
Sommet mondial de l'alimentation

Rome, 13 novembre 1996

Monsieur le Président,
Messieurs les représentants du Premier Ministre de l'Italie et du Directeur général de la FAO,
Mesdames et Messieurs,

L'alimentation est un droit fondamental de la personne humaine. La faim, liée à la pauvreté, est aujourd'hui le défi le plus crucial lancé à la conscience humaine. Réunis à l'occasion du présent Sommet mondial de l'alimentation, nous avons pour mission de faire en sorte que la sécurité alimentaire pour tous soit mise au tout premier rang des préoccupations politiques internationales .

Le problème de la faim dans le monde ne résulte pas - du moins pas encore - d'une sous-capacité planétaire: c'est un problème d'inégalité d'accès. Sauf en cas de catastrophe imprévue appelant une aide alimentaire d'urgence, il ne s'agit pas d'offrir une assistance humanitaire, mais d'assurer un partage plus juste - des connaissances, de la technologie, des ressources, des terres - qui garantisse à tous les êtres humains la satisfaction de leurs besoins alimentaires. On constate cependant que l'aide alimentaire en provenance des pays riches a diminué de moitié depuis 1993. Des pays développés concluent des accords régionaux aboutissant à réduire la production vivrière et à instituer des mesures protectionnistes qui ont quelque chose de proprement scandaleux, et qui témoignent d'un manque de clairvoyance et de prévoyance, dans un monde où l'interdépendance des nations va grandissant. Nous sommes tous sur le même bateau: le monde est un ou il n'est pas. Le présent Sommet doit contribuer à l'avènement d'une conception nouvelle de l'agriculture mondiale et à un nouvel engagement tendant à une sécurité alimentaire **globale**.

L'alimentation pour tous suppose **l'éducation pour tous**. Le développement autonome - la meilleure garantie de sécurité alimentaire- dépend fondamentalement de l'extension et de l'amélioration de l'offre éducative. Par son programme L'éducation pour tous, l'UNESCO, avec ses partenaires du système des Nations Unies (PNUD, UNICEF, FNUAP, Banque mondiale, PAM et OMS), se trouve engagée dans une campagne mondiale visant à rendre l'éducation de base accessible à tous, notamment dans les pays en développement à forte population où les taux d'analphabétisme sont les plus élevés. La priorité donnée aux femmes et aux jeunes filles - qui représentent 65% de l'ensemble de la population analphabète - est particulièrement pertinente en matière de sécurité alimentaire à cause du rôle important que jouent les femmes dans l'agriculture des pays en développement et du lien démontré entre éducation et baisse des taux de fécondité. L'UNESCO explore également à travers son programme **Apprendre sans frontières**, de nouveaux modes d'enseignement à distance pour des formations pratiques

DG/96/34 - page 2

intensives destinées aux zones rurales et encourage dans ses 185 Etats membres l'éducation nutritionnelle et l'éducation intégrée en matière de population et d'environnement.

La communauté internationale devra apporter un soutien résolu à ces actions éducatives si nous voulons trouver une solution durable au problème de la faim dans le monde. Plus de 500.000 établissements humains sont encore sans électricité, isolés, non desservis par le réseau en expansion des autoroutes de l'information. Il nous faut non seulement avoir conscience de tous les avantages que peuvent apporter ces inforoutes, mais aussi veiller à en faire bénéficier ceux qui, pour circuler dans notre monde riche en information, en sont encore réduits aujourd'hui à emprunter les chemins de terre. L'amélioration de la qualité de la vie dans les régions rurales aura beaucoup de conséquences heureuses, dont la réduction des mouvements de population internes et transfrontières n'est qu'un exemple.

De même qu'elle a permis au cours des trois dernières décennies d'élever les rendements de l'agriculture, **la science** est appelée à jouer un rôle essentiel dans l'augmentation de la production alimentaire qui sera nécessaire au cours des trois prochaines décennies et au-delà pour répondre aux besoins d'une population en accroissement rapide. Le programme scientifique international de l'UNESCO y contribue de plusieurs manières importantes. Le soutien apporté aux recherches visant à améliorer les apports d'azote permettra de réduire l'utilisation d'engrais chimiques et de favoriser à la fois la productivité agricole et la protection de l'environnement. Dans le même ordre d'idées, on facilite la pratique des analyses sur le terrain en vue d'éviter la pollution inutile et la dégradation des sols dues à l'utilisation excessive de composés artificiels (engrais, herbicides, etc.). La biotechnologie et la phytogénétique comptent parmi les contributions les plus importantes des programmes scientifiques de l'UNESCO au renforcement des capacités endogènes, indispensable pour la réalisation des objectifs du présent Sommet. Il convient de citer également, en rapport avec l'agriculture, le lancement à Harare il y a deux mois du Programme solaire mondial 1996-2005, qui vise à promouvoir et à mettre en valeur les sources d'énergie renouvelables, en attachant une importance particulière, dans le domaine énergétique, aux technologies non polluantes et aux services modernes destinés aux régions rurales du monde en développement.

Le préalable indispensable pour répondre aux besoins alimentaires supplémentaires au cours du siècle prochain sera évidemment de disposer de ressources en eau douce suffisantes. Le Programme hydrologique international de l'UNESCO (PHI) encourage la coopération scientifique en vue d'améliorer l'évaluation et la gestion de cette si précieuse ressource. A l'aube du siècle nouveau, l'amélioration du partage des ressources en eau apparaît comme un enjeu mondial majeur. La construction d'aqueducs devrait figurer, avec celle d'autoroutes et des pipelines, parmi les travaux publics les plus importants à réaliser au cours des années à venir.

Permettez-moi, pour conclure, d'appeler votre attention sur un thème qui se trouve au coeur - comme moyen et comme fin - de toutes les activités du système des Nations Unies: la paix. La meilleure voie vers la paix est la prévention des conflits. La paix est la condition indispensable de l'exercice des droits de la personne humaine. La guerre signifie: pas d'éducation, pas de nourriture, pas de logement. Nous ne pouvons payer à la fois le prix de la paix et le prix de la guerre. Le prix de la paix comprend le désarmement et la réaffectation des ressources au service d'un développement humain durable. Refuser de payer le prix de la paix se traduira non seulement par une augmentation de la faim dans le monde mais aussi, très probablement, par des conflits concernant l'appropriation des ressources, qui pourraient

constituer une menace pour la paix partout dans le monde. Investir davantage dans les universités (ou dans l'éducation en général) exige un réaménagement des priorités nationales. L'apport d'un soutien financier extérieur peut avoir un effet déclenchant, mais l'exercice de droits fondamentaux ne saurait être tributaire d'une assistance extérieure. Nous sommes arrivés à un point décisif où il s'agit de passer de la raison du plus fort à la force de la raison, d'une culture d'exclusion et de guerre à une culture de paix. Et la sécurité alimentaire est essentielle pour négocier avec succès ce passage. La sécurité alimentaire mondiale détermine, en vérité, la sécurité de la planète.

Voilà pourquoi l'UNESCO est résolue à tenir son rôle, avec une gamme de partenaires aussi large possible, dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial de l'alimentation, en particulier de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et du Plan d'action qui lui est associé.